

SOMMAIRE

O - NOTE DE SYNTHESE	2-7
0 - 1 OPINION SUR LES MARCHES ET DRP	
0 - 2 OPINION SUR LA COMMISSION DES MARCHES ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	
0 - 3 FICHE ANALYTIQUE	
I - PRESENTATION.....	8-9
1 - 1 ORGANIGRAMME	
1 - 2 COMMISSION DES MARCHES ET CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	
1 - 3 EFFECTIF 2008	
1 - 4 BUDGET 2008	
II - LES MARCHES	10-12
2 - 1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES	
2 - 2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES	
2 - 3 AVIS SPECIFIQUE DE PASSATION DES MARCHES	
2 - 4 POPULATION DES MARCHES	
2 - 5 POPULATION DRP	
2 - 6 ECHANTILLON DES MARCHES	
2 - 7 ECHANTILLON DES DRP	
III - VERIFICATION DES MARCHES ET DRP.....	13-15
IV-CONCLUSION.....	16
V-ANNEXES.....	17-40
ANNEXE 1 APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)	
ANNEXE 2 APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)	
ANNEXE 3 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	
ANNEXE 4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)	
ANNEXE 5 MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE (ED)	
ANNEXE 6 QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES	
ANNEXE 7 ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	
ANNEXE 8 LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	

O - NOTE DE SYNTHÈSE

0.1- OPINION SUR LES MARCHÉS ET DRP

Nous avons procédé à l'audit des marchés et des demandes de renseignements et de prix (DRP) du Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance de la gestion 2008.

Nous avons pour mission de formuler une opinion sur les conditions de passation et d'exécution de ces marchés et DRP, à la lumière de nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes de la Fédération Internationale des Comptables (International Federation of Accountants/ IFAC).

Ces normes imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les marchés et DRP ont été passés de façon transparente et régulière.

Un audit implique la vérification par sondage de pièces justificatives des montants relatifs aux marchés et demandes de renseignements et de prix (DRP).

Nos travaux ont comporté, entre autres, les diligences suivantes :

- Des entretiens avec la Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement et les responsables des Services ;
- L'examen des actes relatifs à la Commission des marchés et à la Cellule de passation des marchés;
- La vérification des marchés et des demandes de renseignements et de prix.

Nous avons constaté qu'au titre de la gestion 2008, le Ministère a lancé :

- ✎ 4 marchés dont 1 avenant, et 1 marché sur financement Don du Japon. L'amplitude des marchés traités, pour un montant de 1 132 862 500, est comprise entre un minimum de 16 000 000 à un maximum de 1 116 862 000.
- ✎ -15 DRP dont les montants vont d'un minimum de 5 476 500, à un maximum de 14 991 000, pour un total de 205 384 790.
- ✎ Au terme de nos travaux nous avons relevé les principaux problèmes objets des réserves et limitations développées ci-après :

A. RESERVES

Les membres de la Commission des marchés ne sont pas nommés conformément aux dispositions de l'article 36 du CMP ;

Les membres de la Commission et de la Cellule de passation des marchés n'ont pas signé la déclaration de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics,

Des Commissions internes de dépouillement siègent en lieu et place de la Commission des marchés ;

Absence de lettre de transmission du PPM à la DCMP ;

Absence des arrêtés portant création respectivement, de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ;

La Cellule de passation des marchés est purement « virtuelle », elle n'est pas du tout opérationnelle. En effet, cette structure n'a produit aucun des rapports trimestriels prescrits, ni aidé à la gestion, au classement et à l'archivage des dossiers conformément au guide élaboré et mis à disposition par l'ARMP. Les documents sommaires qui ont pu être mis à la disposition de la mission ont été collectés contre décharge au niveau du service de la Comptabilité des Matières, alors que l'essentiel des données requises pour effectuer nos travaux aurait dû se trouver au niveau de la Cellule, en tant que point focal et interlocutrice privilégiée de la mission.

Les rapports trimestriels de la Cellule des marchés destinés à la DCMP et à l'ARMP n'ont pas été établis.

La Commission des marchés n'a pas établi de rapport annuel sur les marchés publics.

La date de l'acte d'habilitation du comptable des matières est postérieure à la gestion sous revue.

Le gestionnaire a contresigné les Bons d'entrée dans l'existant sans être le suppléant de l'administrateur des matières.

Les prix unitaires des fournitures et prestations dans le cadre des DRP sont exorbitants. Cela a été notamment le cas pour des clés USB de 1 Go au prix unitaire HTVA à 97500, cuillères, couteaux, carafes et cuisinières à respectivement 37 500, 42 000, 47 100 et 2 100 000

La société les Grands Moulins de Dakar, attributaire du marché par AOR, ne fait pas partie de la liste restreinte des sociétés soumise à la DCMP pour autorisation.

B. LIMITATIONS

Extrême lenteur dans le démarrage des travaux, du fait de difficultés non explicables pour obtenir des rendez vous plusieurs fois reportés. La mission n'a en fait démarré ses travaux que le 1 décembre 2009 soit plus de 2 mois après la saisine officielle du Ministère le 28 septembre 2009

Les arrêtés portant création de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés n'ont été pas mis à la disposition de la mission.

Aucun document prouvant la transmission, à la DCMP, du Plan de Passation des Marchés (non daté, ni signé), n'a été mis à la disposition de la mission.

Indisponibilité de salle de travail ce qui s'est traduit par des navettes incessantes entre le Ministère et le Cabinet.

Le DAGE, interlocuteur de la mission, était dans une situation d'indisponibilité permanente.

De plus, Il n'a pas été possible de rencontrer ni les membres de la Commission des Marchés ni ceux de la Cellule de Passation des Marchés. Au passage de la Mission, ces derniers étaient affectés hors du département.

Extrême lenteur de la part du DAGE pour rassembler et mettre à disposition la documentation pertinente qui en définitive a été d'une rare et extrême indigence.

Indigence de documents à consulter par rapport à la population des marchés et DRP. En effet la quasi-totalité des documents concernant les procédures de passation des Marchés n'a pas été mise à disposition. En ce qui concerne les DRP, les informations administratives, comptables et financières ainsi que les documents contractuels ont été totalement absentes.

L'exploitation du SIGFIP de la gestion 2008 du Ministère retrace des bons d'engagement dont le montant s'élève à près de 8 600 000 000 mettant en exergue différents marchés et drp dont les documents y afférents n'ont pas été reversés à la mission.

Absence de supports de transmission des dossiers d'évaluation aux fins d'approbation par l'Autorité Contractante.

La Commission des marchés n'a pas fait usage de correspondances spécifiques pour la transmission des PV issus de ses travaux, ce qui ne permet pas d'apprécier le respect des délais prescrits par l'article 81 du CMP.

Au vu de l'ensemble des constatations qui précèdent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une opinion sur les marchés et DRP souscrits au titre de la gestion 2008 par le Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance au regard des dispositions du décret 2007-545 du 28 avril 2007 portant Nouveau Code des Marchés Publics en général et de la réglementation en particulier.

Mamina CAMARA

0 - 2 OPINION SUR LA COMMISSION ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Les arrêtés portant nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ont été pris le 31 mars 2008. Ils n'ont donc pas pu être transmis avant le 05 janvier au plus tard à la DCMP conformément à l'article 6 de l'arrêté n°011588 MEF du 28/12/07 en application de l'article 36-1 du CMP.

La désignation des membres et suppléants de la Commission des marchés n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP. Les membres et les suppléants sont désignés en 2 groupes séparés : Membres (3) et Membres Suppléants(2). Ainsi, non seulement il n'est pas possible d'établir une relation entre chaque membre et son suppléant, mais le nombre de « membres suppléants » est inférieur à celui des « membres ».

Ni la durée des mandats, ni le rapporteur de la Commission des Marchés ne sont précisés.

Les rapports trimestriels de la Cellule des marchés destinés à la DCMP et à l'ARMP n'ont pas été établis.

La Commission des marchés n'a pas établi de rapport annuel.

La « Cellule de Passation des Marchés » est purement théorique dans la mesure où elle n'assure pas les missions qu'elle est sensée assurer et qui ne sont pas précisées par l'arrêté la créant.

Au passage de la Mission, les membres de la Commission et ceux de la Cellule de passation des marchés étaient affectés hors du département.

Il est noté une absence de rigueur dans la pratique. En effet, les ouvertures de plis sont assurées par « Une Commission interne de dépouillement ».

A notre avis, l'Autorité contractante n'a pas respecté toutes les dispositions du CMP relatives à la Commission des marchés et à la Cellule de passation des marchés.

Mamina CAMARA

0-3 FICHE ANALYTIQUE

N°	Constats	Recommandations
1	Il n'existe pas de décret portant organisation du Ministère.	Elaborer le décret portant organisation et fonctionnement du Ministère
2	Aucun document n'a été mis à notre disposition faisant le point de l'effectif global.	Demander aux agents chargés de la gestion du personnel du ministère de procéder au recensement du personnel et de mettre à jour les états.
3	Il n'existe pas de registre des marchés.	Mettre en place un registre des marchés coté et paraphé et veiller à sa mise à jour régulière.
4	<p>Les arrêtés du 31 mars 2008 portant nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de la Famille ont été pris à une date postérieure au 5 janvier et ne précisent pas la durée des mandats.</p> <p>Par ailleurs, les « membres » et les « membres suppléants » ont été identifiés séparément, au lieu que ceux de la seconde catégorie soient à chaque fois désignés au regard du titulaire correspondant qu'ils sont censés représenter.</p> <p>De plus il y a plus de « membres » que de « membres suppléants ».</p>	<p>Respecter les dispositions prévues en la matière, notamment celles de l'arrêté N° 011588 MEF du 28/12/2007 prises en application de l'article 36-1 du CMP qui fixe le nombre et les conditions de désignation des membres de la Commission des Marchés des Autorités contractantes.</p> <p>Créer formellement les cadres avant la désignation des animateurs</p>
5	Les membres de la Commission des Marchés et ceux de la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas signé d'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'éthique en matière de marchés publics approuvé par le décret N° 2005 576 du 22/6/2005 .	Satisfaire à cette formalité pour les gestions ultérieures, conformément aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté N° 011586 MEF du 28/12/2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CMP des Autorités contractantes.

6	La Commission des Marchés n'a pas produit de rapport annuel. La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit de rapports trimestriels.	Se conformer aux prescriptions de l'article 141 du CMP et du dernier alinéa de l'article premier de l'arrêté N° 01156 MEF du 28/12/2007 pris en application de l'article 35 du CMP.
7	Indigence des documents utiles (factures ...) à la conduite de la mission. Défectuosité du classement et de l'archivage des dossiers	Mettre en œuvre le guide de classement et d'archivage élaboré et mis à disposition par l'ARMP
8	l'absence de correspondances spécifiques ne permet pas d'apprécier les délais prescrits par l'article 81 relatif à l'achèvement de la procédure de passation des marchés	Prendre toutes les dispositions utiles (supports de transmission numérotés et datés) permettant la vérification de l'application de l'article 81
9	Des commissions internes de dépouillement siègent en lieu et place de la commission des marchés, pour les DRP	Revenir à l'orthodoxie des dispositions prescrites par le CMP.
10	La comptabilité des matières est inachevée. La date de l'arrêté portant nomination du comptable des matières est postérieure à la période couverte par la mission d'audit. Le gestionnaire a contresigné les Bons d'Entrée dans l'existant en lieu et place de l'administrateur des matières	Appliquer rigoureusement les dispositions du décret 2007-434 du 23 mars 2007 relatif à la comptabilité des matières. Prendre un acte habilitant le gestionnaire à cette tâche
11	Absence d'interlocuteurs déterminants dans la conduite de la mission, particulièrement le responsable de la Cellule ;	Prendre les dispositions utiles pour rendre opérationnelle la Cellule de passation des marchés.

I- PRESENTATION

I -1 Organigramme:

Il n'existe pas de décret portant organisation du Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance. Sans doute du fait de l'instabilité institutionnelle due à des réaménagements ministériels fréquents.

I - 2 Commission et Cellule de passation de marchés:

- La Commission de passation des marchés:

Il n'existe pas d'acte créant formellement la Commission des Marchés.

L'arrêté n°02954 en date du 31/03/2008 qui n'a pas été pris avant le 5 janvier au plus tard conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 011 588 du 28 /12/ 2007 nomme les membres ci après :

Membres :

- Alhassane BA, Chef du SAGE ; Président
- Armand FALL, Brigadier Chef de Police, Chef du Bureau des Marchés, membre ;
- Amadou Lô FAYE, Instituteur, Conseiller Technique.

Membres Suppléants :

- Sidy Mohamed Ousmane NDIAYE, Secrétaire d' Administration, membre ;
- Le Directeur du Service bénéficiaire du marché.

- La Cellule de passation des marchés:

Il n'existe pas d'acte créant formellement la Cellule de Passation des Marchés.

L'arrêté n°02952 en date du 31/03/2008 (non le 5 janvier au plus tard conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 011 588 du 28 12 2007) nomme les membres ci après :

- Daouda MBAYE, Secrétaire d'Administration
- Ismaila NDIR, gestionnaire, rapporteur de la Commission des Marchés
- Diadia DIA,

On peut noter que les profils de Messieurs Ismaila NDIR et Diadia Dia ne sont pas précisés.

De plus Mr NDIR, est désigné rapporteur de la Commission des Marchés, ce qui n'apparaît pas dans l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés.

La durée des fonctions des membres de la Commission des Marchés n'est précisée en application de l'article 36 al.4 du CMP.

Ni les membres de la Commission des Marchés, ni ceux de la Cellule de Passation des Marchés n'ont signé la déclaration indiquant la prise de connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics.

I - 3 Effectif 2008:

Aucun document concernant les effectifs du département n'a pu être mis à notre disposition.

I -4 Budget 2008

Aucune information n'a été mise à la disposition de la mission

II- LES MARCHES

II - 1 Plan de passation des marchés Gestion 2008

Aucun document prouvant la transmission du Plan de passation des marchés, non daté, à la DCMP pour publication, n'a été mis à la disposition de la mission.

Le nombre de marchés répertoriés est de 9 dont 1 marché pour lequel le mode de passation devait être déterminé par le PCRPE en tant que MOD.

II - 2 Avis général de passation des marchés

L'Avis général de passation des marchés, non daté ni signé n'a pas fait, l'objet de publication.

II - 3 Avis spécifique

Les avis spécifiques ont fait l'objet de publicité.

II - 4 Population des Marchés

L'exploitation du SIGFIP de la gestion 2008 du Ministère retrace des bons d'engagement dont le montant s'élève à près de 8 600 000 000 mettant en exergue différents marchés et drp dont les documents y afférents n'ont pas été reversés à la mission.

Il n'existe pas de registre des marchés.

Sur les 9 marchés prévus dans le PPM, seuls 2 ont été réalisés celui exécuté par le PCRPE et celui portant acquisition de véhicule 4x4
La population des marchés est la suivante :

Acquisition de 1415 tonnes de riz sur financement fonds de contrepartie japonais pour un montant de 523 125 000 dans un processus de passation du marché selon les procédures du CMP ;

Acquisition de véhicule 4x4 pour un montant de 16 000 000 ;

Acquisition par AOR d'aliments de bétail dans le cadre de l'assistance au monde rural pour un montant de 1 116 862 500 ;

Construction et équipement par le PCRPE des Centres Départementaux d'Appui et de la Formation pour la Femme (CEDAF) pour un montant global de 2 830 456 560 dont les 900 000 000 qui devaient être engagés en 2007 ont été revus à la hausse par un avenant d'un montant de 1 200 000 000 au titre de la gestion 2008.

II - 5 Population des DRP

Le Ministère a lancé et exécuté 15 DRP en 2008. les montants ci-après présentés dans un ordre croissant, vont d'un minimum de 5 476 500, à un maximum de 14 991 000, pour un total de 205 384 790.

N°	DESIGNATION	NATURE PRESTATION	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TTC	OBS
01	Fournitures de bureau	Fourniture	Diénaba DEME	5 476 500	
02	Fourniture de bureau	Fourniture	Diénaba DEME	6 000 000	
03	Sacs de Luxe cuir	Fourniture	CARI	14 455 000	38 rue raffenel
04	Râteaux-Pelles	Fourniture	SCT	14 894 550	
05	Brouettes	Fourniture	GIE CGI	14 927 000	
06	Service de table (cuillères, couteaux, carafes)	Fourniture	GIE SGI	14 938 000	49 rue Escarfait
07	Moustiquaires imprégnés	Fourniture	SCT	14 942 340	49 rue Escarfait
08	Clés USB 1 Go	Fourniture	CIMAD	14 956 500	38 rue Raffenel
09	Destructeur de papier	Fourniture	GIE SCI	14 956 500	
10	Tapis de prière	Fourniture	SCT	14 962 400	
11	Bureau 1/2 Ministre Caisson	Fourniture	CARI	14 962 400	38 rue Raffenel
12	Mastics	Fourniture	CIMAD	14 962 400	38 rue Raffenel
13	Cuisinières GM	Fourniture	ALI et FRERES	14 974 200	
14	Ordinateurs Imprimantes	Fourniture	CIMAD	14 986 000	38 rue Raffenel
15	Téléviseurs Tables téléviseurs	Fourniture	GIE CGI	14 991 000	
TOTAL				205 384 790	

II - 6 -1 Echantillon marchés

Nous avons analysé les 2 marchés entrant dans le champ d'analyse de la mission pour une valeur de 1 132 862 500.

1. Espace Auto pour l'acquisition de véhicule 4x4 pour un montant de 16 000 000
2. Grands Moulins de Dakar pour l'acquisition par AOR d'aliments de bétail dans le cadre de l'assistance au monde rural pour un montant de 1 116 862 500

II - 6 -2 Echantillon DRP

L'échantillon compte 07 DRP pour dont les montants vont d'un minimum de 14 455 000 à un maximum de 14 986 000 pour un montant total de 104 234 500 soit 46% du volume de la population et 50,7 % de sa valeur.
L'échantillon se présente comme suit :

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la
Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance»
Gestion 2008**

N°	DESIGNATION	QUANT ITE.	PRIX UNITAIRES HTVA	MONTANTS TTC	ATTRIBUTAIRE
01	Sacs de luxe en cuir	50	245 000	14 455 000	CARI
02	Service de table -cuillères GM -couteaux GM -carafes	100 100 100	37 500 42 000 47 100	14 938 000	GIE SGI
03	Clés USB 2 Go	130	97 500	14 956 500	CIMAD
04	Tapis prière	800	15 850	14 962 400	SCT
05	-Bureau ½ Ministre -Caisson	20 20	475 000 159 000	14 962 400	CARI
06	Cuisinière GM	6	2 115 000	14 974 200	ALI et FRERES
07	-Ordinateurs -Imprimantes	5 5	1 695 000 845 000	14 986 000	
TOTAL				104 234 500	

III- VERIFICATION DES MARCHES ET DRP

- MARCHES

En raison de l'indigence des documents mis à la disposition de la mission, aucune l'analyse significative et pertinente ne peut être faite.

Tout ce qui peut être évoqué sur la base des documents disponibles se résume à :

- l'absence de transmission des PV de dépouillement aux soumissionnaires ;
- l'absence de documents probants permettant d'apprécier les délais requis ; entre la date de soumission à l'approbation et la date d'attribution effective ;
- l'inexistence d'éléments d'information sur l'exécution.

- **DRP**

L'inexistence d'une base de données des fournisseurs et prestataires agréés à partir de laquelle seraient invités les candidats a rendu possible la « répartition » de la majeure partie des commandes à un groupuscule comprenant quatre(4) entreprises qui ont été choisies par une commission interne plus d'une fois. Cette situation est illustrée ci-dessous :

✗ GIE SCI	14 927 000	
	▪ 14 991 000	
✗ SCT	14 445 000	
	▪ 14 942 340	
	▪ 14 962 400	
✗ CARI	14 455 000	
	▪ 14962 400	
✗ CIMAD	14 956 500	
	▪ 14 986 000	
✗ TOTAL	133 637 640	sur un total DRP de 205 384 790

Ainsi, 09 prestations sur 15 (60% du volume) correspondant à 65% de la valeur des DRP ont été exécutées par 4 fournisseurs partageant souvent la même adresse (voir observations tableau supra).

Il est difficile de ne pas admettre dans les circonstances que voilà l'installation d'une catégorie de fournisseurs dans une situation d'oligopole vis-à-vis du Ministère.

Des articles revêtant un caractère homogène par nature n'ont pas été regroupés (pelles-brouettes ; ordinateurs-périphériques-consommables informatiques ; matériels et fournitures de bureau) pour faire l'objet de marchés. Ils paraissent avoir été éclatés et programmés dans des proportions à l'extrême limite du seuil de contrôle et de passation des marchés. Il y a manifestement ici le développement d'une stratégie de contournement des dispositions de l'article 53-1-b du CMP et une possible volonté de fractionnement systématique.

La Commission des marchés n'a pas officié dans le cas des DRP ; elle a été substituée à une « commission interne de dépouillement » méconnue par le CMP. Les règles de

bonne pratique de gestion et de transparence offertes par le CMP ont été sacrifiées au profit de pratiques surannées n'offrant aucune possibilité à beaucoup d'entreprises éligibles de répondre aux différentes sollicitations.

Si la compétitivité des prix au sein de chaque DRP a été établie par le choix du moins disant, il en a été autrement quant à celle par rapport au marché. Les niveaux et écarts sont très élevés allant souvent de 1 à 10. Cela a été le cas pour les prix unitaires HTVA des articles suivants :

✗ Clé USB 1 Go	97 500
✗ Tapis de prière	15 850
✗ Cuisinière GM	2 115 000
✗ Ordinateur	1 695 000
✗ Imprimante	845 000
✗ Sacs de luxe en cuir	245 000
✗ Cuillères GM	37 500
✗ Couteaux GM	42 000
✗ Carafes GM	47 100

Les instruments de contrôle de la régularité des dépenses publiques restent inopérants pour juguler de telles situations. L'étude de la DCM sur les voies et moyens de calculer un « indice des prix moyens par type de marché et un indice général pour suivre l'évolution des prix moyens de la commande publique » devrait être accélérée et la mise en œuvre des résultats ajouterait au contrôle de régularité un contrôle d'opportunité censé mettre un frein aux dérives.

Par ailleurs, les ouvertures des plis ne sont pas faites en séance publique. Cette phase, bien que n'étant pas obligatoire, constitue une règle de bonne pratique.

Les informations ci-dessus tirées des dossiers de la comptabilité matières mais ne retracent pas toutes les informations utiles qui auraient permis une analyse exhaustive des procédures relatives à ces dépenses.

- Comptabilité des matières

Bien que peu consistante et insuffisamment éloquente, la totalité de la documentation sur les DRP a été mise à disposition par le service de la Comptabilité des Matières. La Cellule de Passation des Marchés normalement assignée à cette tâche a brillé par une carence illustrée par un défaut de classement et d'archivage ; ses membres n'étaient plus en service au moment du passage de la mission suite à des affectations dans d'autres ministères.

Les dossiers examinés sont généralement composés des pièces suivantes :

PV de réception portant souvent la même date ;
Factures liquidées ;
Contrats non enregistrés ;
Bordereaux de livraison (BL) ;
Bons d'entrée dans l'existant.

Nous avons relevé à ce niveau certaines anomalies dont :

- Bons d'entrée contresignés par le gestionnaire en lieu et place de l'Administrateur des Matières(DAGE) dont il n'est pas le suppléant.

- contreseing du Comptable des Matières dont l'acte d'habilitation n'a été pris qu'en 2009 arrêté n° 04098 du 24/03/2009.

Quand bien même l'amorce d'une traçabilité des biens acquis a pu être constatée, au plan juridique les documents pris en charge par ces deux agents restent dénués de base. Toutefois, la destination finale et les bénéficiaires des commandes n'ont pu être identifiés en l'absence de bons de sortie

IV - CONCLUSION

Les principaux enseignements tirés de notre mission s'articulent autour des points suivants :

- ✓ Absence de tout acte administratif portant organisation du ministère ;
- ✓ Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des marchés n'ont pas signé la déclaration de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- ✓ La désignation des membres et suppléants de la Commission n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP ;
- ✓ La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas produit de rapports annuel et trimestriels ;
- ✓ Les dépouillements des DRP sont effectués par une « commission interne de dépouillement » en lieu et place de la commission des marchés ;
- ✓ La Cellule de passation des marchés est purement virtuelle ;
- ✓ Les arrêtés relatifs à la création de la Commission des marchés et de la Cellule de passation des marchés ont été pris à une date postérieure au 5 janvier ce qui constitue une entorse aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté MEF N°011588 du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP ;
- ✓ Absence de base de données formelle des fournisseurs et prestataires de services agréés ;
- ✓ Absence de registre des marchés et de registre d'arrivée des offres ;
- ✓ Absence de classement et d'archivage permettant une analyse exhaustive des documents relatifs aux différentes étapes des procédures concernant les DRP ;
- ✓ Indigence de documents à consulter par rapport à la population des marchés et DRP. En effet la quasi-totalité des documents concernant les procédures de passation des Marchés n'a pas été mise à disposition. En ce qui concerne les DRP, les informations administratives, comptables et financières ainsi que les documents contractuels ont été totalement absentes. L'exploitation du SIGFIP de la gestion 2008 du Ministère retrace des bons d'engagement dont le montant s'élève à près de 8 600 000 000 mettant en exergue différents marchés et drp dont les documents y afférents n'ont pas été reversés à la mission.

Annexe 1 : A00

Références du marché : non communiquées

Objet : Acquisition de véhicule 4x4

Montant : 16 000 000

Références du titulaire : Espace Auto adresse, Av Lamine Gueye x Rue Marchand tél 33 849 65 49

N°	RUBRIQUE	CONSTATS ET COMMENTAIRES	NOTATION
-1	Plan de passation de marchés	-Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP -Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marché	1
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Bonne qualité du dossier d'appel d'offres	1
3	Publicité	- Publication en une seule parution par le quotidien l'observateur en date du 14 Mai 2008 -Les mentions requises par la réglementation ont été prises en compte -Délai accordé pour le dépôt des offres est de 32 jours	1
4	Ouverture des offres	-L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation -Les membres de la commission sont ceux nommés officiellement pour cette tâche mais pas en conformité avec les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté 11588 MEF du 28 /12/07 -Le procès verbal d'ouverture n'a pas été transmis aux soumissionnaires	2
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	-l'offre la moins disante a été retenue Les critères de qualification ont bien été pris en compte -Ouverture des plis, évaluation technique et adjudication le même jour 16 juin 2008	1
6	Publication de l'attribution provisoire	-Aucune information pertinente disponible	3
7	Revue du marché	-Document de marché non mis à la disposition de la mission	3
8	Approbation et notification du marché	-Aucun document pertinent sur ce point n'a été mis à la disposition de la mission	3
9	Publication de l'attribution définitive du marché	- Aucune information pertinente disponible	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance »
Gestion 2008**

10	Contrôles et avis de la DCMP	Avis favorable de la DCMP par lettre DCMP n° 003572 MEF/DCMP en date du 31 octobre 2008	1
11	Exécution du marché	- Aucune information pertinente disponible	3
12	Paielements	- Aucune information pertinente disponible	3
13	Recours et litiges	- Aucune information pertinente disponible	3
14	Vérification de l'exécution physique	- Aucune information pertinente disponible	3
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Absence de documents pertinents permettant une analyse exhaustive pour une évaluation significative des violations	3
16	Conclusion	L'indigence, l'absence de classement et d'archivage rendent impossible toute analyse pertinente du « marché »	2

ANNEXE 2

MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)

Références du marché : non communiquées

Objet : Acquisition d'aliments de bétail dans le cadre de l'assistance au monde rural:

Montant : 1 116 862 500

Références du titulaire : Grands Moulins de Dakar, adresse non disponible

N°	RUBRIQUE	CONSTATS ET COMMENTAIRES	NOTATION
1	Plan de passation de marchés	-Le marché n'est pas mentionné dans le PPM transmis à la DCMP -Le marché n'est pas mentionné dans l'avis général de passation de marché	3
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Dossier d'appel d'offres incomplet, ne permettant aucune appréciation pertinente	3
3	Lettre d'invitation	- lettre non communiquée à la mission, dès lors, le nombre de candidats ne peut être précisé, ni les mentions incluses, ni les délais accordés pour le dépôt des offres	3
4	Ouverture des offres	-PV d'ouverture des plis en date du 12 mai pour 5 offres dont 2 de sociétés ne figurant pas dans la lettre n° 000273/MFEFMD/DAGE/FN du 30 avril 2008 de demande d'autorisation de passer un marché par entente directe adressée à la DCMP Ouverture en séance publique Un des membres de la Commission ne fait pas partie de ceux officiellement nommés Aucune information n'a été communiquée à la mission quant à la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires	3
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	-le « pv technique » du 13 mai a retenu l'offre financière la moins disante « GMD » qui n'était pas incluse parmi les sociétés présélectionnées dans la lettre de demande d'autorisation de passer un marché par entente directe adressée à la DCMP. Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation est de 2 jours En l'absence de documents pertinents, aucune réponse quant à la pertinence	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat féminin et de la micro finance »
Gestion 2008**

		de la conformité des offres, ni sur les critères de qualification, ni sur les critères d'évaluation, ni sur les délais entre l'ouverture et l'approbation du rapport d'évaluation	
6	Publication de l'attribution provisoire	-Aucune information n' a été mise à la disposition de la mission concernant la publication de l'attribution provisoire	3
7	Revue du marché	-Le marché n'a pas été mis à la disposition de la mission	3
8	Approbation et notification du marché	-Le marché n'a pas été mis à la disposition de la mission	3
9	Publication de l'attribution définitive du marché	-Aucune information n' a été mise à la disposition de la mission	3
10	Contrôles et avis de la DCMP	Aucune information n'a été portée à l'attention de la mission sur ce point.	3
11	Exécution du marché	Aucune information n'a été fournie à la mission	3
12	Paiements	Information non disponible	3
13	Recours et litiges	Aucune information disponible	3
14	Vérification de l'exécution physique	Aucune information disponible	3
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Absence de documents pertinents permettant de porter une appréciation	3
16	Conclusion	L'indigence, les confusions dans les appellations des documents, l'absence de classement et d'archivage rendent impossible toute analyse pertinente du « marché »	3

Annexe3 :

Marchés de Prestations Intellectuelles

NEANT

Annexe 4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Fourniture de clés USB

Montant : 14 956 500

Référence du Titulaire : Central Informatique Matériels Divers (CIMAD), 38 Rue Raffenel
Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMF	3
2	Publicité	-Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est -elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	-En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -CIMAD 38 rue Raffenel 14 956 500 -SEN Papeterie 17 257 500 -Service Informatique Bureautique 16 107 000 -Ets TOPT NEGOCE 18 674 450 -SNS 15 186 600	3
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	-PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	1
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	-PV de réception n° 020 du 22/04/2008	3
10	Paievements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat féminin et de la micro finance »
Gestion 2008**

11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant prix exorbitants par rapport à la réalité de ceux pratiqués sur le marché	3
12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission	3
13	Vérification de l'exécution physique	Le seul document d'information est le Bon d'entrée dans l'existant n° 02/08 du 9 juin 2008	3
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

Annexe 4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Achat Service Table

Montant : 14 938 800

Référence du Titulaire : GIE SCI 49 Rue Escarfait Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMF	3
2	Publicité	-Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	-Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -GIE CGI 49 Rue Escarfait Dakar 14 938 000 -SODATRI 15 458 000 -ETS TOPT NEGOCE 15 481 600 -GIE HADJI MALICK 15.894 600 -ETS AHMED SAAD 15.316 400	3
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	- PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	1
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	-PV de réception n°018/2008 du 022/04/2008	3
10	Paiements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant exorbitant par rapport à la réalité des prix pratiqués sur le marché	3
12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission.	3
13	Vérification de	Le seul document d'information est le Bon	

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la
Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance»
Gestion 2008**

	l'exécution physique	d'entrée dans l'existant n ° 04/08 du 3 juin 2008	
14	Indiquer les violations éventuelles a la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	- Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

Annexe 4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Achat de Tapis de Prière

Montant : 14 962 400

Référence du Titulaire : Sénégalaise de Commerce et de Travaux (SCT), 49 Rue Escarfait, Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMF	3
2	Publicité	- Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	- Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est -elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -SCT 49 Rue Escarfait, Dakar 14 962 400 -SNS 15 812 000 -ALY MULTISERVICES 16 425 600 -GIE Hadji Malick 15 566 560 -Est TOPNEGOCE 15 292 800	3
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	1
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	PV de réception n°022 du 30/05/2008	3
10	Paielements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3

11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant prix exorbitants par rapport à la réalité de ceux pratiqués sur le marché	3
12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission	3
13	Vérification de l'exécution physique	Le seul document d'information est le Bon d'entrée dans l'existant n° 15/08 du 23 juin 2008	3
14	Indiquer les violations éventuelles a la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	- Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

Annexe 4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Achat de Brouette

Montant : 14 927 000

Référence du Titulaire : GIE CGI 38 Rue Raffenel, Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMP	3
2	Publicité	- Aucun document probant n'a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	- Aucun document probant n'a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est -elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n'a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -GIE CGI 38 Rue Raffenel, Dakar 14 927 000 -GIE CMI 15 316 000 -ALY MULTISERVICES 17 497 040 -SODATRI 16 562 480 -Est CHAUTI SABRA 16 69 800 (montant inscrit dans le tableau synoptique du PV de dépouillement).	3
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	1
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	PV de réception n°038 du 28/07/2008	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance »
Gestion 2008**

10	Paielements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant, prix exorbitants par rapport à la réalité de ceux pratiqués sur le marché.	3
12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission	3
13	Vérification de l'exécution physique	Le seul document d'information est le Bon d'entrée dans l'existant n° 33/08 du 09/09 2008	3
14	Indiquer les violations éventuelles a la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	- Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

Annexe 4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Achat d'Ordinateurs et d'imprimantes

Montant : 14 986 000

Référence du Titulaire : Centrale Informatique Matériels Divers (CIMAD), 38 Rue Raffenel, Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMF	3
2	Publicité	- Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	- Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est -elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -SIMAD 38 Rue Raffenel, Dakar 14 986 000 -Sen Papeterie 15 325 250 -Ets Modou GAYE 15 413 750 -GIE Hadji Malick 15 590 750 -SNS 15 266250	1
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	3
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	PV de réception n°033 du 28/07/2008	3
10	Paielements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant, prix exorbitants par rapport à la réalité de ceux pratiqués sur le marché.	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance »
Gestion 2008**

12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission	3
13	Vérification de l'exécution physique	Le seul document d'information est le Bon d'entrée dans l'existant n° 28/08 du 26/08/ 2008	3
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	- Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

Annexe4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Achat de Bureaux ½ Ministre et Caissons de 3 Tiroirs

Montant : 14 962 400

Référence du Titulaire : Centrale d'Achat et de Représentation Internationale (CARI),
38 Rue Raffenel, Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMF	3
2	Publicité	- Aucun document probant n'a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	- Aucun document probant n'a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n'a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -CAR 38 Rue Raffenel, Dakar 14 962 400 -GIE Hadji MALICK 15 517 600 -Ets AHMED SAAD 15 635 000 -Daoud BUREAUX 15 399 000 -Est Modou GAYE 15 458 000	3
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	1
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	PV de réception n°025 du 30/05/2008	1
10	Paielements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant, prix exorbitants par rapport à la réalité de ceux pratiqués sur le marché	3
12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission.	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la
Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance»
Gestion 2008**

13	Vérification de l'exécution physique	Le seul document d'information est le Bon d'entrée dans l'existant n° 16/08 du 02/07/ 2008	3
14	Indiquer les violations éventuelles a la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	- Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

Annexe 4 DRP

Références du marché : non communiquées

Objet : Achat de Sacs de luxe en cuir

Montant : 14 445 000

Référence du Titulaire : Centrale d'Achat et de Représentation Internationale (CARI),
38 Rue Raffenel, Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-La DRP ne figure pas dans le PPM transmis à la DCMP	3
2	Publicité	- Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	- Aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission	3
4	Liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	-5 candidats présélectionnés mais il n'existe pas de liste de fournisseurs agréés	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	En dehors de l'identification des 5 candidats mentionnés dans le PV de dépouillement, aucun document probant n' a été mis à la disposition de la mission Il s'agit de : -Centrale d'Achat et de Représentation Internationale (CARI), 38 Rue Raffenel, Dakar 14 445 000 Ets AHMED SAAD 14 897 500 - Est Modou GAYE 15 210 200 -ALY MULTISERVICES 16 562 480 -C.I.C 16 69 000 (montant inscrit dans le tableau synoptique du Pv de dépouillement)	3
6	Procédure d'ouverture des offres	-Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	PV de dépouillement et d'évaluation des offres sur la base d'un tableau synoptique -Offre la moins disante retenue sur cette base	1
8	Documents contractuels	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
9	Exécution du contrat	PV de réception n°017/2008 du 22/04/2008	1
10	Paielements	Aucune information mise à la disposition de la mission	3
11	Compétitivité des prix	-Oui par rapport aux autres concurrents Cependant, prix exorbitants par rapport à la réalité de ceux pratiqués sur le marché.	3

**Rapport final sur la revue indépendante de la conformité des marchés « Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat féminin et de la micro finance »
Gestion 2008**

12	Recours et litiges	- Aucune information mise à la disposition de la mission	3
13	Vérification de l'exécution physique	Le seul document d'information est le Bon d'entrée dans l'existant n° 05/08 du 03 juin 2008	3
14	Indiquer les violations éventuelles a la réglementation constatée pendant la passation et l'exécution du marché	- Compte tenu de l'insuffisance des documents portés à l'attention de la mission, une analyse exhaustive et pertinente ne peut être faite	3
15	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	2

ANNEXE 5

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE
(ED)

NEANT

ANNEXE 6

QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DE MARCHES

Modes de passation de marchés	Récapitulation des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulation des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant Fr CFA	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	1	16 000 000	1	16 000 000
Appel d'Offres restreint (AOR)	1	1 116 862 500	1	1 116 862 500
Prestations Intellectuelles (PI)	0		0	
Demande de renseignement de Prix (DRP)	15	205 384 790	7	104 234 500
Entente Directe (ED)	0		0	
Total	17	1 338 247 290	9	1 237 097 000
% traité			52%	92%

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le PPM non daté et sans référence de sa transmission à la DCMP ne renferme pas tous les marchés et DRP. 2 marchés ont été passés sur financement interne Aucune DRP n'est retracée dans le PPM	2
2	Avis Général de passation de marchés	L'avis général de passation de marché a fait l'objet de publication. - Publication du seul marché portant acquisition du véhicule 4x4 dans le quotidien l'observateur en date du 14 Mai 2008 Elle permet d'identifier de façon précise le marché à passer.	2
3	Demande de Renseignement des Prix (DRP)	L'Autorité contractante procède à la saisine directe des fournisseurs et prestataires de services. Il n'existe pas de base de données formalisée. Les prix semblent compétitifs par rapport aux concurrents. Par contre, ils sont très largement supérieurs à la moyenne sur le marché. Les DRP sont attribués aux moins-disants. Aucun document pertinent n'a été mis à la disposition de la mission permettant d'apprécier la qualité des dossiers de consultation.	3
4	Délai de passation des Marchés	Aucune information pertinente n'a été mise à la disposition de la mission permettant d'apprécier les délais observés pour l'évaluation des offres	3
5	Procès Verbal d'ouverture de plis	Les PV d'ouverture des plis n'ont pas été communiqués aux soumissionnaires.	3
6	Publication des attributions	Aucune information pertinente n'a été mise à la disposition de la mission permettant d'apprécier l'effectivité de la publication des attributions.	3
7	Recours	Aucun recours n'a été noté	1
8	Gestion des marchés.	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs .	3
9	Archivage des dossiers	L'Autorité ne dispose pas d'un dispositif de classement et d'archivage des dossiers de marchés.	3
10	Violation de la réglementation	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	3
11	Conclusion	Une opinion pertinente ne peut être faite faute de documents probants et significatifs	3

ANNEXE 7

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

N°	Rubrique	Constats et Commentaires	Notation
1	Commission des marchés	Les membres de la commission des marchés ne sont pas nommés conformément à la réglementation.	3
2	Cellules de passation des marchés	Il existe une Cellule de passation des marchés disposant des prérogatives conférées par la réglementation ; elle est en adéquation avec les besoins de l'autorité contractante. L'archivage des dossiers n'est pas assuré par la Cellule. La cellule n'a pas produit de rapports trimestriels. Les appuis de la cellule aux différents services ne sont pas effectifs.	3
3	Capacité en matière de passation des marchés	Un seul membre nommé et dont le profil n'est pas décliné.	2
4	Conclusion	D'une manière générale, une opinion pertinente ne peut être formulée faute de documents probants et significatifs.	3

ANNEXES

Liste des Personnes Rencontrées

Nom de l'Autorité contractante : Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat féminin et de la micro finance.

✍ Aliou SOW	DAGE
✍ Alioune SALL	Gestionnaire
✍ Ismaila NDIR	Ex Gestionnaire
✍ Mohamed THIAM	Bureau Personnel
✍ El Hadj Ousmane DIAW	Comptable des matières